CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPECES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACEES D'EXTINCTION

Douzième session de la Conférence des Parties
Santiago (Chili), 3 – 15 novembre 2002

Interprétation et application de la Convention

Examen des résolutions et des décisions

Examen des résolutions

RESOLUTIONS A ABROGER

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Contexte

2. Le Secrétariat a examiné cette question dans le cadre de trois de ses tâches:
 - a) l'une est établie par l'Article XII, paragraphe 2 h) de la Convention: "faire des recommandations pour la poursuite des objectifs et la mise en application des dispositions de la présente Convention". En fait, le Secrétariat prend conscience, dans son travail habituel, de certains problèmes d'interprétation et de mise en œuvre de la Convention et des résolutions et décisions de la Conférence des Parties;
 - b) dans le cadre de son travail lié aux problèmes d'application des résolutions, comme requis par la décision 11.136; et
 - c) dans le cadre de ses activités liées à l'Objectif 1.11 de la *Vision d'une stratégie jusqu'en 2005*, adoptée par la Conférence des Parties à sa 11^e session (Gigiri, 2000), qui est le suivant: "Examiner, et simplifier lorsque c'est possible, les mesures, procédures, mécanismes et recommandations actuels d'application de la Convention". L'Action 1.11.2 du Plan d'action pour la Vision d'une stratégie demande au Secrétariat de "Faire des recommandations sur l'étude éventuelle, les modifications et les regroupements".
3. Le Secrétariat a rendu compte de son travail à cet égard à la 46^e session du Comité permanent (Genève, mars 2002), dans le document SC46 Doc. 10 et a reçu pour instruction de poursuivre ce travail.
4. Le Secrétariat a recensé les résolutions qu'il estime pouvoir être abrogées. Celles-ci sont énumérées à l'annexe 1 au présent document, avec la justification d'une telle recommandation.
5. Après chaque session de la Conférence des Parties, le Secrétariat publie un document rassemblant les résolutions qui restent en vigueur. Il arrive qu'une résolution en vigueur soit rendue caduque par une mesure prise à une session de la Conférence des Parties. Il est ainsi très fréquent qu'une résolution en vigueur mentionne une autre résolution qui est abrogée, révisée ou remplacée. En pareil cas, le Secrétariat annote la résolution en vigueur en ajoutant une note de bas de page pour expliquer ce qui a changé. Cela implique toutefois que le libellé de la résolution devient inexact. Le Secrétariat estime qu'il serait préférable qu'il soit habilité à apporter des corrections au texte de résolutions, et a préparé un projet de décision en ce sens, qui figure à l'annexe 2. Cette décision serait inhabituelle car elle ne serait pas limitée dans le temps. Ainsi, si elle était adoptée, le Secrétariat préparerait un projet de résolution qui

serait soumis à la 13^e session de la Conférence des Parties et qui contiendrait cette décision et d'autres adressées au Secrétariat et ayant un effet à long terme.

Recommandations

6. Le Secrétariat recommande à la Conférence des Parties:
 - a) d'accepter l'abrogation des résolutions figurant à l'annexe 1 au présent document; et
 - b) d'adopter le projet de décision présenté à l'annexe 2.

RÉSOLUTIONS ET PARTIES DE RÉSOLUTIONS DONT L'ABROGATION EST PROPOSEE

Numéro de la résolution	Justification
<p><u>Conf. 1.3</u></p> <p>Suppression en certaines circonstances d'espèces inscrites aux Annexes II ou III</p>	<p>S'il ne ressort pas clairement des principes fondamentaux énoncés à l'Article II de la Convention qu'une espèce, quelle qu'elle soit, (conformément à la définition donnée à l'Article I) ne peut figurer qu'à une seule annexe en tout temps, cela devrait ressortir clairement du fait qu'aucune espèce ne pourrait, à aucun moment, être soumise aux dispositions relatives à la réglementation du commerce concernant plus d'une annexe.</p>
<p><u>Conf. 1.5 (Rev.)</u></p> <p>Application et interprétation de certaines dispositions de la Convention</p>	<p>La première partie du paragraphe a) ne dit rien de plus que le texte de la Convention. La deuxième partie est évidente à la lumière des commentaires ci-dessus concernant la résolution Conf. 1.3.</p> <p>Concernant le paragraphe b), le Secrétariat a déjà publié une version remaniée du texte de la Convention qui rend ce paragraphe caduc.</p> <p>Concernant le paragraphe c), il ne paraît plus nécessaire, la communication entre les organes de gestion étant devenue pratique courante.</p>
<p><u>Conf. 1.6 (Rev.)</u></p> <p>Faune et flore insulaires rares et capture d'animaux sauvages pour le commerce des animaux de compagnie</p>	<p>Cette résolution adoptée en 1976 porte sur les questions liées à la faune et à la flore insulaires rares et au commerce des espèces sauvages utilisées comme animaux de compagnie.</p> <p>Concernant les faunes et flores insulaires rares, on a constaté qu'il s'agissait souvent de taxons endémiques qu'il peut être difficile de distinguer des formes continentales. La conclusion selon laquelle souvent, ces taxons ne peuvent pas être inscrits aux annexes, pourrait ne plus être appropriée. Les conditions d'inscription d'espèces aux annexes sont parfaitement couvertes par la résolution Conf. 9.24.</p> <p>Concernant le commerce des animaux de compagnie, le problème identifié en 1976 était le suivant: "maintes espèces d'animaux qui jouissent d'une grande popularité comme animaux familiers deviennent rares ou sont même menacées par la surexploitation et la réduction de leur habitat, et que la mortalité de ces animaux lors de leur transport ou en captivité est élevée". Le Secrétariat estime que le remède proposé – restreindre le commerce des animaux de compagnie aux animaux élevés en captivité – est trop général et n'est plus adapté aux circonstances actuelles. La CITES a élaboré les procédures (Etude sur le commerce important) et les mécanismes (établissement de quotas d'exportation) nécessaires pour résoudre le problème des niveaux d'exploitation non durables. Les questions liées à la conservation <i>in situ</i> et à la propriété des ressources devraient être examinées, sachant que le texte de cette résolution est caduc.</p>

Numéro de la résolution	Justification
<u>Conf. 2.10 (Rev.)</u> Interprétation de l'Article VII	Bien que certaines dérogations à l'Article VII soient difficiles à gérer et à mettre en œuvre (par ex. objets personnels ou à usage domestique), la plupart d'entre elles ont été traitées dans des résolutions particulières depuis l'adoption de cette recommandation en 1979. Il semble donc inopportun et inutile de continuer à demander de manière inconditionnelle l'adoption de mesures plus strictes.
<u>Conf. 6.5 (Rev.)</u> Application de la CITES dans la Communauté économique européenne	La Communauté européenne (et non plus la Communauté économique européenne) dispose d'une législation appropriée pour garantir l'application pleine et entière de la Convention, et ses Etats membres ont adopté la législation nécessaire pour faire respecter les réglementations concernées. Les 15 Etats membres sont aujourd'hui Parties à la Convention. En conséquence, le texte de cette résolution est caduc.
<u>Conf. 8.2 (Rev.)</u> Application de la Convention dans la Communauté économique européenne (CEE)	Le texte de cette résolution est caduc car tous les Etats membres de la Communauté européenne (et non plus de la Communauté économique européenne) sont Parties à la Convention et une législation ainsi que des mesures sont en place pour garantir l'application correcte de la Convention. La recommandation aux Parties qui ne l'ont pas encore fait d'approuver l'amendement de Gaborone figure également dans la résolution Conf. 11.2 et ne justifie pas, en soi, le maintien de la résolution Conf. 8.2 (Rev.)
<u>Conf. 8.22 (Rev.)</u> Critères complémentaires pour la création d'établissements d'élevage en captivité de crocodiliens	Les dispositions relatives à l'élevage en captivité et à la création d'établissements d'élevage en captivité sont adéquatement traitées par les résolutions Conf. 8.15, Conf. 10.16 et Conf. 11.14 et le maintien d'une résolution spécifique pour les crocodiliens ne se justifie pas.
<u>Conf. 10.4</u> Coopération et synergie avec la Convention sur la diversité biologique	La plupart des mesures demandées dans cette résolution ont été menées à bien et sont plutôt de nature à faire l'objet d'une décision que d'une résolution. En outre, la question de la synergie (qui s'étend aussi à d'autres accords multilatéraux sur l'environnement) est traitée dans la <i>Vision d'une stratégie jusqu'en 2005</i> .
<u>Conf. 10.11</u> Conservation de l'outarde houbara	Cette résolution concerne la chasse et toute activité de piégeage et de collecte d'œufs n'entrant pas dans le cadre de la Convention. En fait, rien dans le dispositif de cette résolution ne concerne le commerce international. Il existe certainement un problème de commerce international illicite de spécimens d'outarde houbara mais il n'est pas abordé par cette résolution et il ne semble donc pas y avoir de raison de la conserver.
<u>Conf. 10.19</u> Les médecines traditionnelles paragraphes b) et c)	Le Secrétariat recommande d'abroger les paragraphes b) et c), car toutes les Parties sont tenues d'avoir une législation adéquate pour contrôler le commerce de spécimens d'espèces inscrites aux annexes de la CITES et pour mettre en œuvre une telle législation. Les mesures demandées s'appliquent en fait à l'ensemble du commerce et non pas seulement aux médecines traditionnelles.

PROJET DE DECISION DE LA CONFERENCE DES PARTIES

En ce qui concerne les résolutions de la Conférence des Parties

A l'adresse du Secrétariat

- 12.xx Le Secrétariat devrait, quand il révise sa publication sur les résolutions en vigueur après chaque session de la Conférence des Parties, corriger le texte des résolutions préexistantes afin que toutes les références à d'autres résolutions soient correctes.